

## La crise de Suez

La crise de Suez éclata au mois de juillet 1956, quand le président égyptien Nasser nationalisa soudainement le canal de Suez, qui était géré par un consortium franco-britannique. L'échec des négociations visant à résoudre le problème poussa la Grande-Bretagne et la France à encourager secrètement une attaque israélienne, le 29 octobre, dans le but de faire tomber Nasser et de regagner le contrôle du canal. Trois jours plus

tard, des avions britanniques commencèrent à bombarder les terrains d'aviation et les installations militaires de l'Égypte. Cette action créa de graves tensions avec le Canada, les États-Unis et la plupart des membres du Commonwealth, et divisa nettement l'opinion publique au Canada entre ceux qui soutenaient l'action (43 p. 100) et ceux qui la désapprouvaient (40 p. 100).

Soucieux de contribuer à régler ce conflit, le premier ministre Saint-Laurent envoya un message à son homologue britannique, Anthony Eden, lui disant de ne pas compter sur le soutien du Canada pour cette action contre l'Égypte. Après qu'Eden ait indiqué en privé qu'il ne s'opposait pas à ce que les Nations Unies interviennent, Lester B. Pearson commença à envisager l'idée d'une force des Nations Unies chargée du maintien de la paix après un cessez-le-feu. Ayant reçu l'approbation de Saint-Laurent et du Cabinet, il se rendit ensuite au siège des Nations Unies, à New York, pour susciter un appui à l'égard de son plan de paix. Pearson convainquit les principaux pays, notamment la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis, de soutenir une résolution canadienne proposant de créer une force d'intervention des Nations Unies. La résolution fut adoptée par l'Assemblée générale le 4 novembre. Le major-général canadien E.L.M. Burns fut nommé à titre de commandant de la force des Nations Unies.

Entre-temps, des parachutistes britanniques et français avaient commencé à atterrir dans la zone du canal. Dans un télégramme adressé à Saint-Laurent, Eden justifiait l'action en affirmant qu'une intervention était nécessaire pour mettre fin aux combats et pour assurer la sécurité du canal. Furieux, Saint-Laurent exprima son mécontentement sans ménagement. La Force d'urgence des Nations Unies fut finalement créée le 6 novembre; elle fut déployée deux semaines plus tard. La toute première mission de maintien de la paix des Nations Unies voyait le jour et elle comprenait des forces canadiennes. Depuis lors, le Canada a toujours été identifié aux activités de maintien de la paix des Nations Unies. Le rôle de Pearson lui valut le prix Nobel de la paix 1957.

photo : Archives nationales du Canada

**L.B. Pearson donnant une conférence de presse durant la crise de Suez le 30 octobre 1956**

L'adhésion à l'OTAN constitua un tournant dans la politique canadienne. Jusque-là, le Canada s'était montré peu disposé à s'engager envers le Royaume-Uni ou les États-Unis en particulier. Il était en revanche plus facile d'accepter des engagements en vertu de l'appartenance à une organisation dont ces deux pays faisaient partie.

La même démarche prévalut en 1950 lorsque le gouvernement envoya des troupes combattre sous le commandement des Nations Unies dans la guerre de Corée. Le commandant de la Force des Nations Unies, le général américain Douglas MacArthur, se prononça explicitement en faveur d'un élargissement du conflit à la Chine, en raison des « volontaires » chinois qui combattaient auprès des Nord-Coréens. Cela aurait pu amorcer une troisième guerre mondiale. Le Canada trouva une manière de résoudre le conflit : les diplomates canadiens firent preuve d'un zèle et d'une habileté exceptionnels dans les couloirs des Nations Unies et dans les bureaux de Washington en faisant valoir leurs arguments en faveur d'une paix négociée.

Le Canada apporta sa contribution la plus remarquable à la paix et à la sécurité internationales en 1956 au cours de la crise de Suez, lorsque Lester B. Pearson orchestra de main de maître le règlement pacifique du conflit. John Holmes, ancien diplomate, a comparé le rôle de Pearson à celui d'un « quart-arrière, inventant des jeux et donnant des signaux, positionnant son terrain pour tirer

photo : Archives nationales du Canada

14 →

Soldats canadiens en Corée en 1950

• 1949

**LE 4 AVRIL**, le Canada signe le Traité de l'Atlantique Nord, devenant ainsi membre fondateur de l'OTAN. L'ambassadeur canadien aux États-Unis, Hume Wrong, signant le Traité. ▼



• 1950

Début de la guerre de Corée. Des forces canadiennes font partie du contingent de l'ONU défendant le Sud.

• 1955

Première visite d'un secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada en URSS. Pearson lors d'un déjeuner avec des membres du Politburo à Moscou. ▼



• 1956

**EN JUILLET**, la crise du canal de Suez éclate et le Canada joue un rôle déterminant dans son règlement. (Voir l'encadré ci-dessus.)